



On est toujours là... pour contester Macron, le pouvoir du fric et des patrons !

La colère contre Macron, le gouvernement et contre les patrons est toujours bien vivante et le mouvement continue de se manifester avec les casseroles, les « accueils » de ministres et autres représentants de l'Etat et de nombreuses grèves pour les salaires, les conditions de travail, comme celles des ouvrières à Vertbaudet pendant plus de deux mois ou à Disneyland toujours en cours.

L'intersyndicale a définitivement abandonné la bataille en reprenant le dialogue social comme l'a expliqué Laurent Berger le 6 juin, « *le match est en train de se terminer* ». Du côté parlementaire, les tentatives du groupe LIOT pour abroger la loi et la motion de censure de la NUPES ont été vaines, une fois de plus.

Le terrain institutionnel dans lequel l'intersyndicale comme les partis parlementaires ont voulu enfermer le mouvement ne pouvait conduire qu'à leur échec. Mais pour nous, les acquis de ces cinq mois de lutte sont décisifs : des millions de travailleurs se sont engagés dans la bataille, certains ont fait leurs premières grèves, soutenus par une opinion majoritaire, et une fraction encore large de salarié·e·s et de jeunes ne tournent pas la page.

Ni apaisement ni arrangement !

Macron voulait l'apaisement pour poursuivre ses attaques contre les classes populaires, pour continuer à alimenter le transfert des richesses produites par le travail vers le capital. Les multinationales et la finance engrangent des profits inédits alors que les classes populaires font face à la flambée des prix, aux bas salaires, à la précarisation et que 16 % de la population ne mange pas à sa faim.

Le gouvernement attaque les chômeur·se·s, les bénéficiaires du RSA dont l'allocation sera conditionnée par des heures de travail/formation obligatoires. C'est le plan France-Travail qui remplace Pôle Emploi, une machine de guerre pour obliger les chômeur·se·s à accepter n'importe quel emploi sous peine d'être radié·e·s. Attal, le ministre des Comptes publics a dénoncé une fraude sociale qui désigne les pauvres comme boucs émissaires. Les travailleur·se·s migrant·e·s vont voir leurs conditions d'accueil et de travail durcies avec la loi anti-immigré·e·s que prépare Darmanin.

C'est dans les poches des travailleur·se·s que le gouvernement va prélever les 413 milliards du budget de l'armée pour faire la guerre contre les peuples, défendre les intérêts des multinationales dans la concurrence mondiale exacerbée pour l'appropriation des ressources et des richesses et dont la guerre en Ukraine est une des conséquences.

Les classes possédantes et leur serviteur Macron mènent la guerre contre les travailleur·se·s, les pauvres, les peuples, une guerre globale qui nécessite une réponse globale et politique du monde du travail et de la jeunesse pour contester leur pouvoir illégitime de diriger la société.

Offensive répressive et réactionnaire

Pour intimider, faire taire une contestation qui le fait paniquer, le gouvernement manie autoritarisme, répression violente, criminalisation des manifestant·e·s et des militant·e·s, et propagande réactionnaire, nauséabonde, sur le terrain des idées de l'extrême-droite. Le drame d'Annecy a donné lieu à une instrumentalisation démagogique, raciste et xénophobe des macronistes à l'extrême-droite, une propagande réactionnaire qui vise à attiser les haines, à nous diviser. La seule réponse est la solidarité du monde du travail, la lutte pour nos droits, pour la démocratie directe de celles et ceux qui produisent les richesses et font tourner la société contre le parasitisme de la minorité privilégiée.

On continue !

Face à tous ceux qui veulent enterrer le mouvement, son prétendu échec, notre victoire est d'avoir commencé à changer le rapport des forces. Des millions de salarié·e·s se sont mobilisé·e·s, certain·e·s pour la première fois. Certain·e·s ont fait une manif, d'autres toutes... Des grèves pour les salaires ont éclaté pendant le mouvement. Malgré la difficulté à dépasser le cadre fixé par l'intersyndicale, les blocages et initiatives ont été nombreux, à l'initiative d'une fraction qui a commencé à s'organiser en assemblée ou dans des collectifs pour débattre et agir sans attendre les consignes... un début de démocratie par en bas, pour la lutte.

Le mouvement a révélé les mensonges et la propagande du gouvernement et du patronat, et le rôle de la police et de la justice à leur service. Comme le mouvement des Gilets jaunes, il a montré que l'affrontement sera nécessaire pour l'emporter.

Toutes ces expériences collectives, ces acquis, sont autant de point d'appui qui encouragent déjà les luttes pour les salaires, contre l'inflation, contre les licenciements et la précarité, pour les services publics, l'environnement... Des luttes à mener jusqu'au bout, jusqu'à la mise hors d'état de nuire des classes parasitaires par la prise en main par le monde du travail et la jeunesse de toute la société, au service des intérêts collectifs.

Mardi 13 juin 2023

Capgemini - coup de pub sur l'IA

Et voilà Capgemini qui se lance à la poursuite de l'IA. Les effets de mode ballotent les travailleurs de l'informatique presque autant que ceux du textile. À écouter les communications de Capgemini sur la presse et les plateaux télé, elle aurait toujours fait de l'IA son fer de lance. Cela sera peut-être suffisant pour convaincre les clients et les investisseurs mais nous ne serons pas dupes.

Pour nous, les derniers modèles GPT sont très intéressants et performants pour alléger une partie du travail et nous n'avons pas attendu que le sujet soit à la mode pour nous y intéresser. Notre souci : rester à jour sur les dernières technologies demande du temps pour faire de la veille, expérimenter, se former. Un temps précieux que l'entreprise capitalise mais que nous sommes très souvent forcés de prendre sur notre temps non travaillé.

IA : Outil de Progrès ou Instrument d'Oppression ?

L'intelligence artificielle (IA) est aujourd'hui présentée comme un formidable outil de progrès. L'IA, avec ses capacités d'automatisation, pourrait en théorie réduire la charge de travail nécessaire pour répondre aux besoins de l'humanité. Mais nous sommes confrontés à un dilemme : notre société n'est pas guidée par les besoins de la majorité, mais par les profits d'une minorité. Tout comme les machines de la révolution industrielle avant elle, l'IA risque de ne pas servir à améliorer les conditions de travail, mais à les dégrader.

C'est déjà ce que l'on constate avec ces travailleurs, actuellement dans les pays défavorisés, dont la tâche est de comparer les sorties d'algorithme avec les sorties attendues pour entraîner l'IA, un travail aussi aliénant que monotone.

De plus, des questions importantes concernant l'IA restent largement ignorées. L'énorme quantité d'énergie nécessaire pour faire fonctionner ces algorithmes, la pénurie de circuits hautement spécialisés et les problèmes d'interprétabilité des modèles d'IA

(c'est-à-dire notre capacité à comprendre le processus interne de l'IA) sont des questions qui sont souvent négligées.

Et que dire des licenciements ? L'IA, en remplaçant les emplois, peut provoquer une vague de licenciements massifs. C'est d'ailleurs déjà le cas, aux États-Unis, 48 % des entreprises utilisant le chatbot d'OpenAI déclarent avoir procédé à des licenciements. Le directeur général d'IBM prévoit de remplacer 30 % du personnel administratif par l'IA d'ici cinq ans.

Pourtant, le problème n'est pas nécessairement que le travail soit remplacé par l'IA : en fait, cela peut être souhaitable pour nous libérer de tâches répétitives et fatigantes. Le véritable problème réside dans le système capitaliste, qui transforme ce progrès en une arme contre les travailleurs.

Il serait futile de lutter contre l'IA, c'est une bataille perdue d'avance, ce serait essayer d'arrêter le cours de l'histoire. Mais il est essentiel de lutter contre ce système qui, sous le prétexte de progrès technologique, retourne les avancées techniques contre les travailleurs eux-mêmes. L'IA doit être repensée, réappropriée collectivement, non pas comme un outil de profit pour une minorité, mais comme un instrument d'émancipation pour tous.

À Disneyland Paris, les grèves deviennent réalité !

Pour fêter les 30 ans de l'ouverture du parc, les salariés de Disneyland Paris ont lancé un nouveau show : la grève ! Depuis trois semaines, ils et elles sont en lutte pour obtenir des augmentations de salaire et des plannings moins pénibles. Car chez Mickey, les profits patronaux font rêver... mais pas les fins de mois, ni les conditions de travail : les salariés sont payés juste au-dessus du SMIC, et subissent en permanence les pressions des chefs.

À l'appel d'un Mouvement Anti-Inflation créé par des salariés de la maintenance, des centaines de salariés de tous les métiers et de divers statuts se sont mis en grève à plusieurs reprises. Leurs principales revendications : 200 € de salaire en plus pour tous, dimanche payé double, doublement de la prime kilométrique, et la fin des horaires adaptés sauf pour les volontaires. Le 30 mai, plus d'un millier de grévistes manifestaient devant les touristes. Et ils sont plus de 1600 le 3 juin. Des « parades » qui n'ont pas plu à la direction. Elle tente de réprimer cette grève en faisant appel à des services de sécurité extérieurs. Comme partout, la colère est profonde, alors si les patrons de Disney croient que leurs manœuvres peuvent briser ce mouvement, ils peuvent toujours... rêver !

